La revue financière

Publication du ministère des Finances Canada

Faits saillants

Mars 2006 : déficit budgétaire de 1,1 milliard de dollars

Un déficit budgétaire de 1,1 milliard de dollars a été constaté en mars 2006, soit une amélioration comparativement au déficit de 9,9 milliards observé en mars 2005. Ce redressement est presque entièrement imputable à une baisse des charges de programmes découlant de paiements de transfert moins élevés, soit une somme de 7,2 milliards de dollars au titre de transferts et d'ajustements ponctuels constatés en mars 2005 dans le cadre des ententes fédérales-provinciales-territoriales sur les soins de santé, la péréquation et la formule de financement des territoires (FFT). Les charges de programmes ont baissé de 8,4 milliards de dollars en mars. Les revenus budgétaires ont progressé de 0,8 milliard en raison de la forte poussée des rentrées au titre de l'impôt sur le revenu des particuliers et de la hausse des revenus non fiscaux, mais ces rentrées ont été en partie compensées par la baisse des rentrées d'impôt sur le revenu des sociétés et de la taxe sur les produits et services (TPS). Quant aux frais de la dette publique, ils ont augmenté de 0,3 milliard de dollars par rapport au même mois l'an dernier.

D'avril 2005 à mars 2006 : excédent budgétaire de 8,4 milliards de dollars après déduction des coûts prévus liés au projet de loi C-48

L'excédent budgétaire pour la période d'avril 2005 à mars 2006 est estimé à 12,0 milliards de dollars, soit 3,3 milliards de plus que l'excédent de 8,8 milliards enregistré au cours de la même période en 2004-2005. Les revenus budgétaires ont augmenté de 7,2 milliards, ou 3,6 %. Ce résultat tient compte du coût de 5,0 milliards des mesures de réduction de l'impôt sur le revenu des particuliers pour l'année d'imposition 2005 et le premier trimestre de 2006. Les charges de programmes ont progressé de 4,3 milliards, ou 2,8 %, surtout en raison de la hausse des dépenses de fonctionnement du ministère de la Défense nationale et d'autres ministères et organismes. Les frais de la dette publique ont reculé de 0,4 milliard.

Les résultats mensuels d'avril 2005 à mars 2006 ne constituent pas les résultats définitifs pour l'ensemble de l'exercice. Ils ne tiennent pas compte des coûts de 3,6 milliards liés aux paiements anticipés effectués en vertu du projet de loi C-48 pour l'exercice 2005-2006. Compte tenu de ces paiements, l'excédent pour la période d'avril à mars est rajusté à 8,4 milliards. Les résultats ne reflètent pas non plus les habituels rajustements comptables de fin d'exercice, qui incluent les ajustements finaux de l'impôt couru et l'estimation finale des coûts des obligations engagées pendant l'exercice.

On trouvera plus loin un examen de l'impact des résultats de mars sur les prévisions budgétaires pour 2005-2006.

Note aux lecteurs :

Les données du budget de 2006 ont été présentées au brut, tandis que celles de La revue financière *de mars 2006 sont présentées au net. Les résultats financiers mensuels de* La revue financière *seront également présentés au brut à compter d'avril 2006. Le tableau de rapprochement figurant plus loin dans la présente revue indique les résultats mensuels d'avril 2005 à mars 2006 selon la présentation au brut, en accord avec la présentation des chiffres du budget de 2006.*

Mars 2006

Un déficit budgétaire de 1,1 milliard de dollars a été constaté en mars 2006, soit un gain de 8,9 milliards comparativement au déficit de 9,9 milliards observé en mars 2005.

Les revenus budgétaires ont augmenté de 0,8 milliard de dollars, ou 4,3 %, pour atteindre 18,6 milliards.

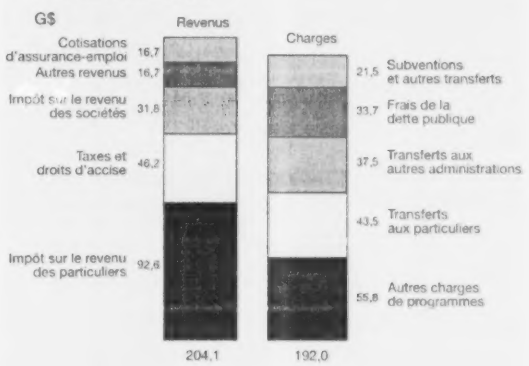
- Les revenus tirés de l'impôt sur le revenu des particuliers ont augmenté de 0,5 milliard de dollars, ou 6,3 %.
- Les rentrées au titre de l'impôt sur le revenu des sociétés ont baissé de 0,2 milliard de dollars, ou 4,6 %, traduisant la baisse des règlements de fins d'exercice des sociétés des secteurs du raffinage et de la fabrication hors énergie.
- Les autres revenus provenant de l'impôt sur le revenu – retenues d'impôt des non-résidents – ont progressé de 34 millions de dollars, ou 10,8 %.
- Les revenus des taxes et droits d'accise ont baissé de 0,1 milliard de dollars, ou 4,1 %, en raison du recul de 0,2 milliard des revenus de la TPS. Les droits de douane à l'importation ont augmenté de 87 millions de dollars, tandis que les revenus tirés des taxes et droits d'accise ainsi que du droit pour la sécurité des passagers du transport aérien ont augmenté respectivement de 35 millions et de 2 millions de dollars.
- Les revenus des cotisations d'assurance-emploi ont fléchi de 6,3 %, en raison de la baisse du taux de cotisation, qui est passé de 1,95 $ à 1,87 $ par tranche de 100 $ de gains assurables le 1er janvier 2006.
- Les autres revenus comprennent les bénéfices nets des sociétés d'État, le produit de la vente de biens et de services, le rendement des placements, les revenus sur opérations de change et d'autres revenus. Les autres revenus, qui varient d'un mois à l'autre, ont augmenté de 0,6 milliard de dollars.

Les charges de programmes ont atteint 16,7 milliards de dollars en mars 2006, soit 8,4 milliards, ou 33,6 %, de moins qu'en mars 2005, surtout en raison de la baisse des paiements de transfert.

Les paiements de transfert ont diminué de 8,3 milliards de dollars, ou 44,8 %.

- Les transferts aux particuliers, c'est-à-dire les prestations aux aînés et les prestations d'assurance-emploi, ont augmenté de 103 millions de dollars, soit 2,8 %. Les prestations aux aînés ont progressé de 6,2 % en raison de la hausse du montant moyen des prestations, qui sont indexées selon l'Indice des prix à la consommation, ainsi que de l'augmentation du nombre de personnes admissibles. Les prestations d'assurance-emploi ont diminué de 3,3 % en raison d'une baisse des prestations régulières.
- Les transferts aux autres administrations, c'est-à-dire les transferts fédéraux pour la santé et d'autres programmes sociaux (le Transfert canadien en matière de santé et le Transfert canadien en matière de programmes sociaux), les transferts fiscaux, les transferts aux provinces au nom des villes et des collectivités du Canada ainsi que les paiements de remplacement pour

Revenus et charges
(d'avril 2005 à mars 2006)



les programmes permanents, ont diminué de 7,2 milliards de dollars, ou 70,2 %. La baisse des transferts fédéraux pour la santé et les autres programmes sociaux ainsi que celle des transferts fiscaux sont attribuables aux transferts et ajustements ponctuels prévus par les accords de 2004 sur les soins de santé ainsi que sur la péréquation et la FFT, qui ont été comptabilisés en mars 2005.

- Les subventions et les autres transferts ont diminué de 1,3 milliard de dollars, ou 26,9 %. Cette composante fluctue d'un mois à l'autre.

Les autres charges de programmes se composent des transferts aux sociétés d'État et des charges de fonctionnement des ministères et organismes, notamment la Défense, sans oublier les résultats de l'évaluation permanente des passifs de l'État. En accord avec la mesure annoncée dans le budget de 2006, cette catégorie englobe désormais les charges nettes des fondations. D'une année sur l'autre, les autres charges de programmes ont diminué de 0,1 milliard de dollars, ou 1,3 %.

Les frais de la dette publique ont augmenté de 0,3 milliard de dollars, ou 11,8 %, par suite de la hausse du taux d'intérêt effectif moyen sur cette dette.

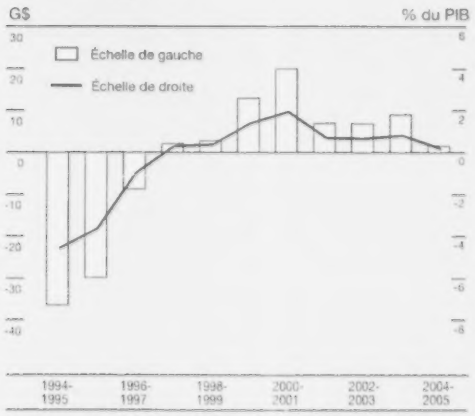
D'avril 2005 à mars 2006

L'excédent budgétaire pour la période d'avril 2005 à mars 2006 est de 12,0 milliards de dollars, soit 3,3 milliards de plus que l'excédent de 8,8 milliards enregistré au cours de la même période en 2004-2005.

Les revenus budgétaires ont augmenté de 7,2 milliards de dollars, ou 3,6 %, pour atteindre 204,1 milliards.

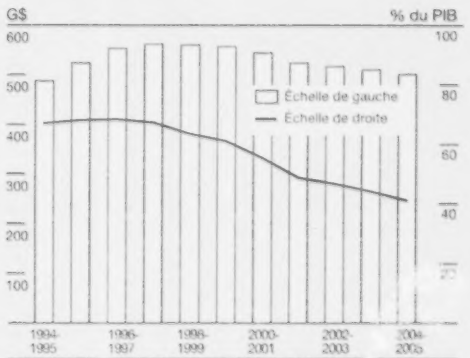
- Les revenus tirés de l'impôt sur le revenu des particuliers ont augmenté de 3,9 milliards de dollars, ou 4,4 %. Ce résultat tient compte du coût de 5,0 milliards des mesures de réduction de l'impôt sur le revenu des particuliers pour l'année d'imposition 2005 et le premier trimestre de 2006.
- Les revenus tirés de l'impôt sur le revenu des sociétés ont progressé de 2,0 milliards de dollars, ou 6,6 %, sous l'effet de la hausse des bénéfices des sociétés en 2005.
- Les autres revenus provenant de l'impôt sur le revenu ont augmenté de 1,1 milliard de dollars, ou 31,0 %, ce qui tient à l'augmentation des dividendes versés à des non-résidents.

Solde budgétaire



Sources : ministère des Finances Canada et Statistique Canada

Dette fédérale (déficit accumulé)



Sources : ministère des Finances Canada et Statistique Canada

- Les taxes et droits d'accise ont progressé de 2,0 milliards de dollars, ou 4,5 %. Les revenus provenant de la TPS ont augmenté de 1,9 milliard, ou 6,0 %, suivant en grande partie le taux de croissance de 6,7 % des ventes au détail pendant la même période. Les droits de douane à l'importation ont augmenté de 12,4 %. Pour leur part, les taxes de vente et d'accise ont diminué de 2,2 %, tandis que les revenus tirés du droit pour la sécurité des passagers du transport aérien ont chuté de 9,8 % en raison d'une réduction du droit le 1er avril 2005.
- Les revenus des cotisations d'assurance-emploi ont diminué de 2,5 %, la réduction des taux de cotisation à compter de janvier 2005 et de janvier 2006 ayant plus que compensé les effets de la progression à la fois de l'emploi et des traitements et salaires.
- Les autres revenus ont baissé de 1,3 milliard de dollars, ou 10,0 %, en raison du gain ponctuel (de 2,6 milliards) provenant de la vente, en septembre 2004, des dernières actions de Petro-Canada que détenait encore le gouvernement du Canada.

Les charges de programmes pour la période d'avril 2005 à mars 2006 s'élèvent à 158,3 milliards de dollars, en hausse de 4,3 milliards, ou 2,8 %, par rapport à la période correspondante de 2004-2005. Les frais de la dette publique ont baissé de 0,4 milliard. Les paiements de transfert, qui équivalent à plus de la moitié des charges de programmes, ont augmenté de 1,7 milliard de dollars, ou 1,6 %.

- Les transferts aux particuliers ont augmenté de 2,1 %. Les prestations aux aînés ont marqué une hausse de 4,5 % tandis que les prestations d'assurance-emploi ont reculé de 2,6 %. La baisse du montant total des prestations d'assurance-emploi versées depuis le début de l'année est surtout attribuable à la diminution des prestations régulières, en raison de l'amélioration du marché de l'emploi par rapport à la même période en 2004-2005.
- Les transferts aux autres administrations ont diminué de 0,5 milliard de dollars, ou 1,3 %.
- Les subventions et les autres transferts ont augmenté de 6,2 %, comme suite aux mesures contenues dans les derniers budgets, aux transferts effectués dans le cadre du nouveau Programme de paiements pour les producteurs de céréales et d'oléagineux et à la prestation pour les coûts de l'énergie.

Les autres charges de programmes ont augmenté de 5,0 % en raison de la hausse des dépenses de fonctionnement liées à la Défense et aux autres ministères et organismes.

Les frais de la dette publique ont diminué de 1,2 % par suite de la réduction de l'encours de la dette portant intérêt et d'une baisse du taux d'intérêt effectif moyen sur cette dette.

Ressources financières de 5,4 milliards de dollars d'avril 2005 à mars 2006

Le solde budgétaire est présenté selon la comptabilité d'exercice intégrale, les passifs et les actifs du gouvernement étant constatés au moment où ils sont engagés ou acquis, peu importe le moment où surviennent les sorties ou rentrées de fonds correspondantes. À l'opposé, les ressources ou besoins financiers représentent l'écart entre les encaissements et les décaissements de l'État. Cette mesure tient compte non seulement des variations du solde budgétaire, mais aussi des ressources ou besoins en espèces découlant des placements de l'État par voie d'acquisitions d'immobilisations, de prêts, de placements et d'avances, ainsi que de ses autres activités, en particulier, le paiement des comptes créditeurs, la perception des comptes débiteurs, les opérations de change et l'amortissement des immobilisations corporelles. L'écart entre le solde budgétaire et les ressources ou besoins financiers est constaté dans les opérations non budgétaires.

Les opérations non budgétaires ont donné lieu à des besoins nets de 6,6 milliards de dollars d'avril 2005 à mars 2006, soit 2,5 milliards de plus qu'au cours de la même période en 2004-2005.

Considérant un excédent budgétaire de 12,0 milliards de dollars et des besoins financiers nets de 6,6 milliards au titre des opérations non budgétaires, les ressources financières pour la période de mars 2005 à avril 2006 se sont établies à 5,4 milliards, comparativement à des ressources financières de 4,7 milliards lors de la même période de 2004-2005.

Activités nettes de financement en baisse de 4,6 milliards de dollars

Le gouvernement a eu recours à ces ressources financières de 5,4 milliards de dollars pour ajouter 0,8 milliard à ses soldes de trésorerie et retrancher 4,6 milliards de sa dette contractée sur les marchés à la fin de mars 2006, surtout en réduisant ses portefeuilles d'obligations négociables. Le niveau des soldes de trésorerie varie d'un mois à l'autre en fonction de certains facteurs, notamment l'échéance périodique d'importantes émissions de grands titres d'emprunt, qui peuvent aussi fluctuer sensiblement d'un mois à l'autre. Les soldes de trésorerie à la fin de mars se chiffraient à 17,9 milliards de dollars.

Mise à jour trimestrielle des perspectives financières de 2005-2006 : aucun changement par rapport au budget; excédent budgétaire prévu de 8,0 milliards de dollars

Les résultats mensuels pour la période de 12 mois terminée en mars 2006 sont conformes aux prévisions contenues dans le budget de 2006, qui reposait sur les résultats financiers mensuels jusqu'à février 2006 inclusivement. Par contre, les données de mars montrent que les rentrées d'impôt sur le revenu des sociétés et les charges de programmes directes ont été moins élevées que prévu.

Les rentrées au titre de l'impôt sur le revenu des sociétés ont été moins élevées que prévu en mars 2006, traduisant la baisse imprévue des règlements de fins d'exercices des sociétés du secteur de l'énergie. Les sociétés doivent verser des acomptes mensuels d'après l'impôt à payer de l'année précédente ou une estimation de l'impôt à payer de l'année en cours, et les règlements doivent être effectués dans les 60 jours suivant la fin de leur année d'imposition. Comme l'exercice de près des trois quarts des sociétés canadiennes prend fin entre septembre et décembre, la plupart des paiements de règlement sont effectués entre janvier et mars. Le niveau des rentrées d'impôt sur le revenu des sociétés en mars est donc très volatil. Par contre, les résultats définitifs à ce chapitre pour 2005-2006 seront sans soute plus élevés qu'annoncé entre avril et mars. Des rajustements comptables de fin d'exercice positifs sont habituellement constatés au chapitre de l'impôt des sociétés. Cela indique qu'aucun ajustement n'est appliqué aux données mensuelles des débiteurs et des créditeurs des sociétés en raison de l'absence de renseignements fiables sur lesquels ces ajustements pourraient se fonder.

La baisse des rentrées d'impôt sur le revenu des société a été compensée par des charges de programmes directes moins élevées que prévu, puisqu'il semble que la dissolution du Parlement en novembre ait réduit davantage les charges de programmes que ne l'avaient indiquées les prévisions budgétaires.

Tout compte fait, les résultats de l'exercice à ce jour sont conformes à la prévision d'un excédent de 8,0 milliards de dollars pour 2005-2006 figurant dans le budget.

Il ne s'agit pas là des résultats définitifs pour l'ensemble de l'exercice.

- Les résultats d'avril 2005 à mars 2006 ne tiennent pas compte des coûts de 3,6 milliards de dollars liés aux paiements anticipés effectués en vertu du projet de loi C-48 pour l'exercice 2005-2006, de sorte que l'excédent est estimé à 8,4 milliards.
- Ils ne reflètent pas non plus les habituels rajustements comptables de fins d'exercice, qui incluent les ajustements finaux de l'impôt couru et l'estimation finale des coûts des obligations engagées pendant l'exercice.
- Tandis que les résultats mensuels présentent une estimation des revenus fiscaux de l'exercice, les résultats définitifs pour l'exercice peuvent différer sensiblement des estimations mensuelles en raison de facteurs comme l'ampleur des cotisations aux régimes enregistrés d'épargne-retraite et les variations des gains et des pertes en capital déclarés à la date de production. Les estimations définitives pour l'exercice seront déterminées d'après l'évaluation des dossiers d'impôt en date du 31 mai.
- De même, alors que les résultats mensuels tentent de refléter l'information la plus à jour sur les obligations juridiques et environnementales du gouvernement, les provisions pour garanties et les marges pour évaluation des prêts, les placements et les avances, ces derniers sont établis, en fin de compte, à la fermeture des livres de l'exercice, soit habituellement en septembre.

Écarts entre la présentation en chiffres nets et en chiffres bruts

Les revenus et les charges indiqués aux tableaux 1 à 6 sont indiqués « au net »; certaines charges sont déduites des revenus budgétaires, alors que certains revenus sont déduits des charges. Ainsi, le montant de la Prestation fiscale canadienne pour enfants est soustrait des rentrées d'impôt sur le revenu des particuliers, tandis que les revenus ministériels servant à des fins précises, comme le coût contractuel des services de police fournis dans les provinces, sont déduits des charges. En outre, les revenus des sociétés d'État consolidées et d'autres entités sont déduits du total des charges. Cette façon de procéder réduit à la fois les revenus et les charges, sans pour autant modifier le solde budgétaire. Le tableau ci-après montre l'impact de la « majoration » des revenus budgétaires et des charges en fonction de ces ajustements. Conformément au budget de 2006, les résultats financiers mensuels de *La revue financière* seront présentés au brut à compter d'avril 2006.

Écarts entre la présentation en chiffres nets et en chiffres bruts

	Mars		Avril à mars	
	2005	2006	2004-2005	2005-2006
	(M$)			
Revenus nets	17 844	18 607	196 889	204 061
Ajout : Ajustements				
Prestation fiscale canadienne pour enfants (impôt sur le revenu des particuliers)	752	809	8 745	9 278
Revenus déduits des charges de programmes (autres revenus)	481	515	2 493	2 837
Revenus des sociétés d'État consolidées et des fondations (autres revenus)	386	361	1 761	1 718
Ajustement net	1 619	1 685	12 999	13 833
Revenus bruts	19 463	20 292	209 888	217 894
Charges de programmes nettes	25 076	16 654	154 015	158 311
Ajout : Ajustements				
Prestation fiscale canadienne pour enfants (transferts aux particuliers)	752	809	8 745	9 278
Revenus déduits des charges de programmes (autres charges de programmes)	481	515	2 493	2 837
Revenus des sociétés d'État consolidées et des fondations (autres charges de programmes)	386	361	1 761	1 718
Ajustement net	1 619	1 685	12 999	13 833
Charges de programmes brutes	26 695	18 339	167 014	172 144

Tableau 1

État sommaire des opérations

	Mars		Avril à mars	
	2005	2	2004-2005	2005-2006
			(M$)	
Opérations budgétaires				
Revenus	17 844	18 607	196 889	204 061
Charges				
Charges de programmes	-25 076	-16 654	-154 015	-158 311
Frais de la dette publique	-2 687	-3 004	-34 122	-33 722
Solde budgétaire (déficit ou excédent)	-9 919	-1 051	8 752	12 028
Opérations non budgétaires	6 120	1 046	-4 091	-6 593
Ressources ou besoins financiers	-3 799	-5	4 661	5 435
Variation nette dans les activités de financement	13 647	13 886	-4 790	-4 626
Variation nette dans l'encaisse	9 848	13 881	-129	809
Encaisse à la fin de la période			17 122	17 931

Nota – Les chiffres positifs indiquent des ressources nettes et les chiffres négatifs, des besoins nets.

Tableau 2

Revenus budgétaires

	Mars			Avril à mars		
	2005	2006	Variation	2004-2005	2005-2006	Variation
	(M$)		(%)	(M$)		(%)
Revenus fiscaux						
Impôts sur le revenu						
Impôt sur le revenu des particuliers	8 213	8 732	6,3	88 686	92 558	4,4
Impôt sur le revenu des sociétés	4 238	4 043	-4,6	29 872	31 842	6,6
Autres impôts sur le revenu	316	350	10,8	3 567	4 671	31,0
Total des impôts sur le revenu	12 767	13 125	2,8	122 125	129 071	5,7
Taxes et droits d'accise						
Taxe sur les produits et services	1 939	1 694	-12,6	31 161	33 027	6,0
Droits de douane à l'importation	249	336	34,9	3 034	3 409	12,4
Taxes de vente et d'accise	728	763	4,8	9 606	9 390	-2,2
Droit pour la sécurité des passagers du transport aérien	33	35	6,1	389	351	-9,8
Total des taxes et droits d'accise	2 949	2 828	-4,1	44 190	46 177	4,5
Total des revenus fiscaux	15 716	15 953	1,5	166 315	175 248	5,4
Cotisations d'assurance-emploi	1 768	1 657	-6,3	17 169	16 748	-2,5
Autres revenus	360	997	176,9	13 405	12 065	-10,0
Total des revenus budgétaires	17 844	18 607	4,3	196 889	204 061	3,6

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Tableau 3
Charges budgétaires

	Mars			Avril à mars		
	2005	2006	Variation	2004-2005	2005-2006	Variation
	(M$)		(%)	(M$)		(%)
Paiements de transfert						
Particuliers						
Prestations aux aînés	2 365	2 512	6,2	27 926	29 192	4,5
Prestations d'assurance-emploi	1 328	1 284	-3,3	14 734	14 352	-2,6
Total	3 693	3 796	2,8	42 660	43 544	2,1
Autres administrations						
Aide au titre de la santé et d'autres programmes sociaux						
Transfert canadien en matière de santé	6 835	1 583	-76,8	18 431	19 000	3,1
Transfert canadien en matière de programmes sociaux	727	685	-5,8	7 900	8 225	4,1
Transfert visant la réforme des soins de santé	125	0	s.o.	1 500	0	s.o.
Total	7 687	2 268	-70,5	27 831	27 225	-2,2
Transferts fiscaux	2 882	796	-72,4	12 902	12 437	-3,6
Villes et collectivités du Canada	0	0	s.o.	0	580	s.o.
Paiements de remplacement pour les programmes permanents	-333	-10	-97,0	-2 746	-2 732	-0,5
Total	10 236	3 054	-70,2	37 987	37 510	-1,3
Subventions et autres transferts						
Agriculture	1 044	244	-76,6	2 650	2 658	0,3
Affaires étrangères	1 182	887	-25,0	3 391	3 058	-9,8
Santé	246	287	16,7	1 864	1 920	3,0
Développement des ressources humaines	49	148	202,0	1 203	1 416	17,7
Affaires indiennes et du Nord	452	544	20,4	4 354	4 807	10,4
Industrie et développement régional	207	205	-1,0	1 682	1 983	17,9
Autres	1 497	1 102	-26,4	5 080	5 632	10,9
Total	4 677	3 417	-26,9	20 224	21 474	6,2
Total des paiements de transfert	18 606	10 267	-44,8	100 871	102 528	1,6
Autres charges de programmes						
Sociétés d'État et fondations						
Société Radio-Canada	0	0	s.o.	1 037	1 098	5,9
Société canadienne d'hypothèques et de logement	190	176	-7,4	2 045	2 033	-0,6
Autres	697	874	25,4	2 535	2 571	1,4
Total	887	1 050	18,4	5 617	5 702	1,5
Défense	1 633	1 566	-4,1	13 562	14 736	8,7
Tous les autres ministères et organismes	3 950	3 771	-4,5	33 965	35 345	4,1
Total des autres charges de programmes	6 470	6 387	-1,3	53 144	55 783	5,0
Total des charges de programmes	25 076	16 654	-33,6	154 015	158 311	2,8
Frais de la dette publique	2 687	3 004	11,8	34 122	33 722	-1,2
Total des charges budgétaires	27 763	19 658	-29,2	188 137	192 033	2,1

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Tableau 4

Solde budgétaire et ressources ou besoins financiers

	Mars		Avril à mars	
	2005	2006	2004-2005	2005-2006
			(M$)	
Solde budgétaire (déficit ou excédent)	-9 919	-1 051	8 752	12 028
Opérations non budgétaires				
Activités d'investissement en immobilisations	-862	-674	-2 264	-2 783
Autres activités d'investissement	-636	359	-2 651	-2 772
Comptes de pension et autres comptes	278	515	-2 628	153
Autres activités				
Créditeurs, débiteurs, charges à payer et provisions	5 321	2 192	-3 307	-5 205
Opérations de change	1 517	-1 567	3 441	1 045
Amortissement des immobilisations corporelles	502	221	3 318	2 969
Total des autres activités	7 340	846	3 452	-1 191
Total des opérations non budgétaires	6 120	1 046	-4 091	-6 593
Ressources ou besoins financiers nets	-3 799	-5	4 661	5 435

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Tableau 5

Ressources ou besoins financiers et activités nettes de financement

	Mars		Avril à mars	
	2005	2006	2004-2005	2005-2006
			(M$)	
Ressources ou besoins financiers nets	-3 799	-5	4 661	5 435
Augmentation ou diminution nette dans les activités de financement				
Opérations de la dette non échue				
Emprunts en dollars canadiens				
Obligations négociables	1 348	674	-12 288	-4 852
Bons du Trésor	11 500	11 700	13 800	4 400
Obligations d'épargne du Canada	-83	-124	-2 244	-1 732
Autres	-6	-68	-35	-290
Total	12 759	12 182	-767	-2 474
Emprunts en devises	822	1 719	-4 254	-2 202
Total	13 581	13 901	-5 021	-4 676
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	66	-15	231	50
Variation nette dans les activités de financement	13 647	13 886	-4 790	-4 626
Variation dans l'encaisse	9 848	13 881	-129	809

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Tableau 6

État condensé de l'actif et du passif

	31 mars 2005	31 mars 2006	Variation
		(M$)	
Passif			
Créditeurs, charges à payer et provisions	90 478	85 961	-4 517
Dette portant intérêt			
Dette non échue			
Payable en dollars canadiens			
Obligations négociables	266 570	261 718	-4 852
Bons du Trésor	127 199	131 599	4 400
Obligations d'épargne du Canada	19 080	17 348	-1 732
Autres	3 393	3 103	-290
Total partiel	416 242	413 768	-2 474
Payable en devises	16 286	14 084	-2 202
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	2 932	2 982	50
Total de la dette non échue	435 460	430 834	-4 626
Comptes de pension et autres comptes			
Régimes de retraite du secteur public	129 579	131 479	1 900
Autres avantages futurs des employés et anciens combattants	41 549	43 112	1 563
Autres comptes de pension et autres comptes	8 680	5 370	-3 310
Total des comptes de pension et autres comptes	179 808	179 961	153
Total de la dette portant intérêt	615 268	610 795	-4 473
Total du passif	705 746	696 756	-8 990
Actifs financiers			
Encaisse et débiteurs	76 349	77 846	1 497
Comptes d'opérations de change	40 871	39 826	-1 045
Prêts, placements et avances (nets des provisions)	39 249	42 021	2 772
Total des actifs financiers	156 469	159 693	3 224
Dette nette	549 277	537 063	-12 214
Actifs non financiers	54 870	54 684	-186
Dette fédérale (déficit accumulé)	494 407	482 379	-12 028

Pour toute demande dexemplaire s supplémentaires ou d'abonnement, s'adresser au Centre de distribution au 613 995-2855.
Pour tout autre renseignement concernant la publication, communiquer avec Chris Forbes au 613 995-6391.
Cette publication (ainsi que les dates provisoires de parution des numéros ultérieurs) se trouve également à l'adresse Internet suivante : www.fin.gc.ca.
This publication is also available in English.
Mai 2006